

L'Europe et l'Afrique, un tête-à-tête délicat

■ L'Union européenne et l'Afrique affichent des priorités différentes avant le sommet de la Valette.

Une soixantaine de dirigeants des continents européen et africain débarqueront à Malte mercredi pour un sommet consacré à la problématique de la crise migratoire. Au menu de cette réunion qui accueillera également plusieurs organisations internationales et des agences européennes comme Frontex, cinq priorités ont été annoncées : l'aide au développement, les canaux de migration légale, la protection des réfugiés, la lutte contre le trafic d'êtres humains et les accords de réadmission. S'il s'agit officiellement de "trouver des solutions communes aux défis d'intérêt commun", cette liste ressemble plutôt à une juxtaposition des intérêts de chacun.

"More for more"

Car du côté de l'Union, on parle plutôt sécurité, contrôle des frontières et renvoi des migrants "illégaux" dans leur pays d'origine ou celui par lequel ils ont transité. Après leur appel à la Turquie pour freiner les vagues de réfugiés, les Vingt-huit espèrent donc faire pression sur les pays africains pour qu'ils acceptent de "réadmettre" sur leur territoire davantage de leurs ressortissants et s'engagent à endiguer le flux de migrants. Avec, à la clé, un chèque de 1,8 milliard d'euros prévu pour financer des

projets de développement, d'éducation et de création d'emplois en Afrique, censés s'attaquer "aux causes profondes" de la migration illégale. "Nous essayerons d'appliquer le principe 'more for more'. Plus ils font des efforts, plus ils peuvent compter sur notre aide", explique une source européenne.

La question de la migration légale

Mais l'Afrique table plutôt sur le développement de canaux migration qui permettraient d'envoyer des travailleurs légaux en Europe. L'idée fait grincer des dents l'Union qui ne s'est pas aventurée à évoquer plus qu'un doublement des bourses Erasmus pour les étudiants africains. La pomme de la discorde entre les deux continents risque également d'être la question de l'installation de centres de réception en Afrique du Nord permettant aux migrants de déposer leur demande d'asile sans devoir rejoindre d'abord le sol européen. "Ce dernier point, les Africains ne veulent même pas le voir mentionné", confirme cette même source.

Les Vingt-huit espèrent faire pression sur les pays africains pour qu'ils acceptent de "réadmettre" davantage de leurs ressortissants.

En marge du sommet de la Valette, le président du Conseil européen Donald Tusk a convoqué une réunion informelle à la date du 12 novembre pour débattre "des derniers développements survenus dans la crise migratoire". Il sera question, ici aussi, de se pencher sur le contrôle des frontières, le fonctionnement des "hotspots", ces centres d'enregistrement des migrants, et la mise en œuvre du mécanisme de relocalisation des migrants qui tarde à se concrétiser.

Maria Udrescu